Méthodes en histoire du monde portugais

Méthodes en histoire du monde portugais

Conférences de l'année 2013-2014

Dejanirah Silva-Couto

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/1746>

DOI : 10.4000/ashp.1746

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2015

Pagination : 243-251

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Dejanirah Silva-Couto, « Méthodes en histoire du monde portugais », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 146 | 2015, mis en ligne le 05 octobre 2015, consulté le 14 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1746> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.1746>

MÉTHODES EN HISTOIRE DU MONDE PORTUGAIS

Maître de conférences : M^{me} Dejanirah SILVA-COUTO

Programme de l'année 2013-2014 : I. *Réseaux d'information ibériques au XVI^e siècle en Méditerranée : nouveaux documents de l'« Archivo General » conservés à Simancas* (2). — II. *Le Portugal et l'Allemagne hitlérienne : activités allemandes dans l'Empire portugais* (4).

I. *Réseaux d'information ibériques au XVI^e siècle en Méditerranée : nouveaux documents de l'« Archivo General » conservés à Simancas*

Dans la continuation des exposés consacrés à la politique méditerranéenne du Portugal (xv^e-xvi^e siècles) [voir rapport 2012-2013], le cours de l'année 2013-2014 s'est proposé d'élargir l'angle d'approche en s'intéressant, par des cadrages successifs, au fonctionnement des réseaux d'information méditerranéens qui ont souvent chevauché les filières du renseignement lusitanien au xvi^e siècle. L'examen a donc porté sur les structures hispaniques, au service de l'empereur Charles Quint et de Philippe II d'Espagne. Ces réseaux opérèrent à partir des villes et ports du royaume de Naples, y compris de Sicile, et leur action s'étendit sur l'autre rive de la Méditerranée, notamment en Tunisie, où ils interférèrent parfois avec les réseaux des corsaires ottomans et barbaresques. Le propos a été illustré par une série de documents en provenance des archives nationales espagnoles (*Archivo General de Simancas*), relative aux années 1560, période d'essor de l'information secrète, liée aux différentes campagnes militaires menées par la Papauté et les Habsbourg contre les Ottomans. La documentation a permis de saisir simultanément les activités du réseau de Turgut Re'is (1485-1565).

Il a semblé pertinent de dresser d'abord un bilan historiographique, car il s'agit d'une thématique peu traitée par la recherche contemporaine, même si celle-ci s'intéresse graduellement aux questions liées au traitement de l'information. Quelques conclusions ont été dégagées à la suite de la lecture des articles de Jean Aubin portant sur la terre d'Otrante¹, et de Enrique Garcia Hernan sur l'espionnage espagnol au moment de la bataille de Lépante² ainsi qu'à deux des articles du maître de conférences, dont l'un a permis d'identifier l'espion à qui on avait confié une mission en territoire ottoman à la veille de la visite de Charles Quint à Naples (novembre 1535)³. La thèse de doctorat d'Emrah Safa Gürkan, intitulée *Espionage in the 16th century*

1. Jean Aubin, « Une frontière face au péril ottoman. La terre d'Otrante (1529-1532) », dans *Le latin et l'Astrolabe. Recherches sur le Portugal de la Renaissance, son expansion en Asie et les relations internationales*, Lisbonne - Paris, Centre culturel Calouste-Gulbenkian, CNCDP, 2000, p. 117 (version élargie de l'article publié dans *Soliman le Magnifique et son Temps*, Gilles Veinstein [éd.], Paris, La documentation française, 1992, p. 465-484).
2. Enrique Garcia Hernán, « The Price of Spying at the Battle of Lepanto », *Eurasian Studies*, II/2 (2003), p. 227-250.
3. Dejanirah Couto, « Spying in the Ottoman Empire: Sixteenth Century encrypted Correspondence », dans *Cultural Exchange in Early Modern Europe*, III. *Correspondence and Cultural Exchange in*

Mediterranean: Secret Diplomacy, Mediterranean go-betweens and the Ottoman-Habsburg Rivalry, thèse faisant largement appel à la documentation de *Simancas*¹, notamment à propos du réseau du génois Juan Maria Renzo de San Remo à Istanbul, fit l'objet également d'un commentaire. Adam de Franchi(s), l'un des agents de Renzo, apparaît également dans la documentation de l'*Archivo General de Simancas* étudiée dans le cadre de la conférence.

On a d'abord insisté sur la situation très particulière du royaume de Naples. Très exposé à la piraterie barbaresque, celui-ci souffrait de plusieurs maux : tensions sociales, appauvrissement des populations et déficit chronique de trésorerie. Les réparations et l'édification de nouvelles fortifications le long des côtes furent menées simultanément entre 1530 et 1540. Toutefois, le projet de construction d'une grande flotte contre les corsaires barbaresques fut abandonné après avoir été commencé en 1530-1531. C'est seulement en 1543 que quatre galères furent construites. Ces insuffisances rendaient aléatoire une résistance militaire contre l'avancée ottomane en Méditerranée centrale, que les conquêtes de Modon en 1532 et de Patras n'avaient que confirmé. D'autres dangers guettaient Naples également : un rapport de 1560 à Philippe II d'Espagne insistait sur la nécessité de fortifier Brindisi, constamment attaquée par les pirates albanais de Valona. La défense de Naples, et la réorganisation de ses forces armées terrestres et maritimes, notamment sur la côte la plus exposée, celle de la terre d'Otrante, dépendait donc fortement de la gestion de l'information secrète, collectée de forme plus ou moins méthodique. Les « *Avvisi* de Constantinopoli », souvent filtrés par Venise, la centrale européenne par excellence du renseignement au xvi^e siècle, complétés par les informations glanées par des agents locaux, ponctuèrent les fluctuations de la politique napolitaine. De 1539 à 1547 les services espagnols de Naples furent dirigés par D. Rodrigo Niño ; D. Diego Hurtado de Mendoza (1503-1575), ambassadeur impérial à Venise, frère de Lopo Hurtado de Mendoza (membre du conseil impérial, ambassadeur à Lisbonne) lui succéda.

Vers 1530, deux structures d'espionnage étaient à l'œuvre dans le royaume de Naples : celle de l'aragonais D. Fernando de Alarcón, commandant-général des troupes impériales, et celui de D. Alfonso Granai Castriote, marquis d'Atripalda. Le réseau d'Alarcón disposait de sources d'information relativement limitées : ses agents sont surtout signalés à Venise, à Raguse et en terre d'Otrante. Fréquentant les milieux marchands liés au négoce maritime, ils bénéficiaient parfois du concours du *bayle* vénitien de Corfou. La présence de l'un des espions d'Alarcón est signalée à Sofia, lors d'une mission destinée à enquêter sur l'armée de Süleyman. En contrepartie, le rayon d'action des agents d'Atripalda était beaucoup plus étendu et l'origine sociale de ces derniers plus diversifiée. D. Alfonso recrutait davantage au niveau local, parmi des hommes bien enracinés dans le terrain, disposant de vastes réseaux de solidarités familiales. D'origine albanaise, Atripalda, petit-neveu de George Castriota dit Scanderbeg (1405-1468), fut nommé gouverneur de la terre d'Otrante et Bari en 1519 et résida

Europe, 1400-1700, Francisco Bethencourt et Florike Egmond (éd.), Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 274-312.

1. Université de Georgetown, 2012. Accessible en ligne : <http://29mayis.academia.edu/esg/Dissertations-and-Theses>. Voir également sur le même site son mémoire de master, intitulé *Ottoman Corsairs in the Western Mediterranean and their Place in the Ottoman-Habsburg Rivalry (1505-1535)*.

généralement à Lecce, en Pouilles, où sa famille reçut des seigneuries. Il n'eut donc aucune difficulté à recruter ses agents dans divers milieux, parmi sa nombreuse clientèle de Grecs, Slaves et Albanais. Tous étaient en mesure de se déplacer aisément dans l'Empire ottoman ; on les signale tantôt à Istanbul, tantôt au Caire. Revendiquant l'héritage de son prestigieux ancêtre, Atripalda se voyait comme un modèle de résistance aux Ottomans ; diriger un réseau d'espionnage convenait parfaitement à la mission dont il se croyait investi (cf. sa lettre à Charles Quint du 14 juillet 1532, AGS, *Estado Napoles, Legajo* 1011, f. 195, éditée par José Maria del Moral, *El virey de Napoles, D. Pedro de Toledo y la Guerra contra el Turco*, Madrid, CSIC, 1996, p. 229). Lors qu'il s'absentait de Naples, son neveu D. Pirrho Castriota prenait la direction en main. À l'exemple de ce que se pratiquait dans les réseaux portugais, la dimension familiale était également très présente dans les filières de Naples.

Cette filière d'information demeura en activité au-delà de la disparition du marquis. Elle est encore signalée en 1560, date à laquelle la correspondance du duc d'Alcala, vice-roi de Naples, livre, dans plusieurs *Avvisi* d'Istanbul, les noms de quelques uns de ses agents : le florentin Lorenzo Miniati, son neveu Dimo Miniati et un certain Donato Antonio Lobelu. Le réseau empruntait les meilleures voies de passage entre la Terre d'Otrante et l'Empire ottoman (et réciproquement). Ce fut le cas de la route maritime qui liait Raguse à Barletta (AGS, *Estado Napoles, Legajo* 1056, f. 84) ; un autre circuit s'étendait jusqu'à l'île de Chio, où, par ailleurs, le Portugal disposait d'une factorerie à la fin du xv^e siècle (AGS, *Estado Napoles, Legajo* 1125, f. 103, du 5 août 1560). La voie de Raguse fut également privilégiée par les agents au service du roi du Portugal, à l'occasion de missions qui impliquaient la collaboration du royaume de Naples. Examiné lors d'une autre séance du cours, le document de Simancas intitulé *Con Juan Maria Renzo que havia de passar a Turquia Estado Napoles*, (AGS, *Legajo* 1052, f. 89 (de Madrid, le 20 janvier 1562) signale également des itinéraires de circulation des espions. Lorenzo Miniati fut assassiné en 1566, mais Dimo Miniati et Donato Antonio Lobelu étaient encore rémunérés en 1566 et 1567. Les informations collectées étaient transmises au secrétaire du royaume (*Secretario del Reino*), aux secrétaires du Vice-roi et aux autres membres du *Consiglio collaterale*, en charge du service des postes. En 1532, le vice-roi D. Pedro de Toledo amenait avec lui à Naples Antonio da Puente, le responsable du chiffre (*secretario de mandamiento que tiene las cifras*) chargé de « briser » les codes.

Les pratiques attachées au fonctionnement des réseaux ont donné matière à plusieurs séances. Comme nous avons déjà eu l'occasion d'observer précédemment, du point de vue du salaire des agents, Venise était l'État européen qui rémunérait le mieux ses espions ; considérée de qualité inférieure par rapport à celle de Venise, l'information collectée par les agents de Naples était rétribuée de façon plus modeste. Toutefois, il faut rester prudent et se garder de généraliser : au service de Naples (mais sans qu'on puisse affirmer avec certitude s'il appartenait au réseau d'Alarcón ou à celui d'Atripalda) Juan Campos, l'agent (probablement d'origine albanaise) qui reçut des instructions pour une mission en territoire ottoman en 1535, touchait 100 ducats. Sensiblement à la même époque, le vénitien Pietro Michiele, au retour de sa mission secrète en Syrie, accusait réception de 300 *zecchini* (sequins) payés par le conseil des Dix, mais sollicitait un appoint de 54 ducats et 4 *lire*. On peut se faire une idée

des rémunérations des espions des réseaux hispaniques entre 1561 et 1574, grâce à la liste éditée par Enrique García Hernán dans l'article commenté lors des premières séances du séminaire. Dans les années 1568-1570, la couronne espagnole, qui disposait d'environ 300 informateurs à son service en Méditerranée, dépensait autour de 5 000 ducats annuels pour les rétributions, mais une partie des espions n'était sans doute pas payée en numéraire (ou en tout cas pas régulièrement). La liste des versements effectués par le duc d'Alcala à ses agents à Istanbul (AGS, *Estado Napoles, Legajo* 1052, f. 255, du 27 juillet 1563), membres du réseau formé par Gregorio Brigante (Mustapha), Simon Barca (Moragata), Ambrosio Corvato (Agan Bey), Aurelio Santa Cruz (ou Cruce), Adam de Franchi(s), Ambrosio Judice et Ahmet Re'is, permet de se faire une idée du montant de la rémunération de chacun et de la place des agents dans la hiérarchie du réseau. Naturellement, Juan Augustin Gilly, le chef de cette filière, « *lo que maneja todo* », auquel échoyait l'envoi des missives secrètes, recevait le salaire le plus élevé. Mentionné intérieurement, le document *Estado Napoles, Legajo* 1052, fait état (au f. 89) du paiement de 500 *escudos* à Adam de Franch(is) avant sa mission de 1562 à Istanbul, où cet espion se rendait déguisé en marchand de soieries et de corail. En outre, De Franchi(s) était crédité de 2 000 *escudos*.

Toutefois, on peut admettre que les résultats ne furent pas à la hauteur de l'investissement. En septembre 1574, le cardinal Granvelle, vice-roi de Naples, se plaignait des espions au service de l'Espagne, souvent des renégats, qui dépensaient les sommes qui leur avaient été allouées dans les tavernes et pré-dataient leurs rapports secrets (AGS, *Estado Napoles, Legajo* 1064, f. 61). Certains disposaient pourtant d'un accès à l'information de première main : ce fut le cas de Juan Ramirez de Heredia, un espagnol esclave de Kara Mustapha, qui lui servait aussi de secrétaire – Ramirez était une *persona muy bien y verdadera* selon les mots du vice-roi de Naples à Philippe II (AGS, *Estado Napoles, Legajo* 1125, f. 125, du 24 novembre 1560). Les pratiques de recrutement ont été plus finement analysées grâce au document déjà mentionné, *Estado Napoles, Legajo* 1052, f. 89, intitulé *Con Juan Maria Renzo que havia de passar a Turquia*. Celui-ci montre assez clairement comment le réseau Renzo (dont le génois Adam de Franchi(s) fit partie) fut formé.

Dans un deuxième temps, l'étude des réseaux espagnols nous a naturellement conduit à envisager les pratiques des filières barbaresques et ottomanes, marquées, elles aussi, par un fort cosmopolitisme social. Furent ainsi examinés les documents des années 1562-1563, portant sur les informateurs de Turgut Re'is en Sicile. Dans la mesure où ce corsaire fit l'objet d'un grand nombre de travaux, quelques uns assez récents, il n'a pas semblé nécessaire de revenir sur sa biographie. Nous avons seulement rappelé les épisodes de sa carrière en rapport avec la documentation examinée (installation sur l'île de Djerba suivie d'implantation à Tripoli). Puis, nous avons procédé à l'étude du document *Estado Napoles, Legajo* 1127, f. 103-104. Intitulée *Lo que se he sacado del renegado que se tomo en Çaragosa de Sicilia que en Cristiano se llamava Constantino y en turquesco Mahamet*, cette pièce d'archives qui offre des précisions sur l'activité des espions au service de Turgut Re'is, est à compléter par la *Relacion de lo que ha hecho Dragut, 15-30 Setiembre 1563* (*Estado Napoles, Legajo* 1127). Datant de 1562, période émaillée d'opérations militaires ponctuelles – entre la victoire de Djerba (1560) et l'assaut de Malte (1563) – le document comporte la

déposition d'un renégat, détenu et interrogé par l'administration de Naples. En juillet 1559, Turgut Re'îs opérait dans les eaux napolitaines et siciliennes à partir de sa base de Djerba ; il y arraisonna huit embarcations siciliennes. En juillet 1561, il infligeait près des îles Lipari une sévère défaite aux sept galères espagnoles commandées par le catalan Guimeran, commandant de la flotte sicilienne (Rinaldo Panetta, *Pirati e corsari turchi e barbaraschi nel mare nostrum XVI secolo*, Milano, Mursia, 1981). Turgut vint assiéger Naples pendant ce même été 1561 avec trente-cinq navires, forçant son gouverneur, le marquis de Tarifa, à demander de l'assistance à Philippe II. Les ports de Gênes, Livourne, Reggio di Calabria et Croton, ainsi que plusieurs zones de l'Adriatique furent également frappés. À l'été 1562, le pacha retourna à Djerba en vue de préparer de nouvelles razzias destinées, en priorité, à refaire ses stocks de blé (AGS, *Estado Napoles, Legajo* 1127). Il visait également La Goulette.

Le renégat dont on a enregistré la déposition était un individu de l'entourage de Turgut, un certain Constantin (nommé Mahmet après avoir apostasié)¹. En 1562, son maître, alors à Tripoli, l'envoya enquêter sur les défenses de Syracuse (*Çaragosa*), à bord d'une frégate bien armée de pièces d'artillerie. Constantin / Mahmet, qui déclara n'avoir jamais été en Sicile, fut accompagné d'Ahmet, un ancien esclave dans les galères de Malte, qui se vanta de bien connaître Syracuse. Munis de 1 000 *escudos*, d'un équipage de quatre « turcs » et de cinq esclaves chrétiens (destinés à être vendus), ils naviguèrent de conserve avec un brigantin appartenant à Turgut, en faisant escale à Djerba, Sousse et Monastir. Cependant leur mission se solda par un échec : une fois aux alentours de Syracuse, Mahmet fut envoyé à terre pour rencontrer ses informateurs, tandis qu'Ahmet et les marins de l'équipage l'attendaient à quelques encablures de Syracuse. Mais Mahmet fut reconnu aux portes de la ville par un soldat, ancien esclave à Tripoli, qui le fit immédiatement arrêter. Le document se termine par une brève mention des forces navales de Turgut cette année-là, consignée sans doute à la suite de la déposition de Constantin / Mahmet. Celle-ci nous apprend que Turgut Re'îs faisait construire à Tripoli une flotte de quatorze bâtiments, complétée par quatre ou cinq embarcations d'autres Re'îs ; selon la même source, Djerba comptait alors sur une garnison de quatre-vingt « Turcs » et Tripoli de deux mille.

La lecture du document a permis d'identifier également les agents de Turgut Re'îs évoluant entre Tripoli et Messine. Son informateur le plus actif était un sien favori, un Grec de nom Joan, marié à Messine. Son ancien propriétaire, Mani Re'îs, un renégat de Trapani, le céda à Turgut, qui l'affranchit et lui confia une frégate. Le document renseigne aussi sur la mission montée par Ali Re'îs, autrement dit d'Uluç Ali Re'îs ou Kiliç Ali Pacha, compagnon de Turgut Re'îs, administrateur de Samos, *beylerbeyi* d'Alexandrie (1565) et d'Alger (1568). Uluç vint sur Trapani avec une galère et deux galiotes. Après avoir arraisonné une autre embarcation, il laissa à terre deux hommes (dont un renégat) habillés à la manière chrétienne, un peu à l'écart du centre de Trapani. Pendant que le renégat attendait dans un jardin, son compagnon (un génois) fut envoyé en ville où il rencontra un troisième individu, un originaire de Trapani qui lui remit en main propre les informations sollicitées sur les défenses de la ville.

1. Voir, parmi les titres d'une bibliographie très copieuse, Mirella Mafrić, « Dalla Croce alla Mezzaluna : rinnegati meridionali nell'universo barbaresco (secoli XVI-XVIII) », dans Alberto Tenenti, *Scritti in Memoria*, Pierrero Roberto Scaramella (éd.), Naples, Bibliopolis, 2005, p. 479-512.

II. Le Portugal et l'Allemagne hitlérienne: activités allemandes dans l'Empire portugais

Dans la continuation du cycle de conférences consacrées aux relations entre le Portugal et l'Allemagne hitlérienne, le cours de l'année 2013-2014 a étudié la documentation relative à la politique de Lisbonne par rapport aux ressortissants allemands en Angola et au Mozambique pendant la seconde guerre mondiale. Suspectés d'espionnage en faveur du régime allemand, ces individus furent accusés d'œuvrer à la déstabilisation politique et militaire des colonies lusitaniennes, grâce à l'appui de citoyens italiens dans les territoires sous administration portugaise.

L'auditoire du séminaire a étudié plusieurs séries de documents inédits provenant du fonds 2 *Piso, Armario 49, Maço 116* conservé à l'Archive historique du ministère des Affaires étrangères (AHMNE, Palácio das Necessidades) à Lisbonne. En premier lieu a été examiné le dossier (*Capilha*) I, « *Assuntos Alemães* » subdivisé en *subcapilha* « *Repatriação de Italianos (e alemães)* », doc. n^{os} 33, 34, 35, 36, 37-38 et 39 et *subcapilha* « *Espionagem alemã em Portugal e colonias* » doc. n^{os} 60-61, 64, 67, 70, 71-72. Les pièces conservées dans *Capilha* II « *Actividades e Propaganda alemã nas Colónias Portuguesas, Subcapilha I – Angola*, doc. n^{os} 310, 311, 312, 313 et 318 et *subcapilha II – Moçambique – A*, doc. n^{os} 342-343, 350-351, 354-356, 357, 381 ont fait l'objet des travaux du second semestre. À la demande du public, la documentation portant sur la Guinée-Bissau, conservée principalement dans la *subcapilha* « *Actividades do Alemão Eric Oertelbach na Colonia da Guiné* (doc. n^{os} 101 à 108) », a été mise de côté pour le séminaire de l'année prochaine.

Les documents relatifs au rapatriement des ressortissants italiens et allemands s'échelonnent entre juillet 1943 et octobre 1945. Ils portent sur les démarches administratives des autorités métropolitaines portugaises (ministre des Colonies) et coloniales (gouverneur-général du Mozambique) en vue de l'expulsion de quelques individus, déjà fichés et surveillés par la police politique du régime de Salazar (créée en 1933 sous le nom de PVDE – Police de vigilance et de défense de l'État, elle fut rebaptisée en 1945 Police internationale de défense de l'État – PIDE). De fortes présomptions d'espionnage pesèrent sur eux ; ce fut le cas notamment de l'Allemand Tiele von Winkler (doc. n^o 34, daté du 26 septembre 1945). Parmi les expulsés figura également un groupe d'italiens, composé de Franco Tonelli, Amadeo Marsaglia, Giovanni Corsini, Ettore Giannini, Elio Valiani, Italo Moranduzzo, Luigi Mezzi et Franco Balzano. Ces individus furent accusés d'avoir organisé de manifestations publiques « partisans » (doc. n^{os} 34-35), susceptibles de perturber l'ordre colonial (doc. n^o 34). En dépit des sympathies affichées par le régime de Salazar à l'égard de Mussolini, avec qui le dictateur portugais entretenait des relations très cordiales, il était hors de question pour le gouvernement de l'*Estado Novo* de laisser les mains libres aux agents du Duce. Il fallait, coûte que coûte, préserver l'ordre impérial dans les trois colonies africaines et empêcher la déstabilisation de ces territoires, déjà minés par une économie défaillante et éprouvés par des mouvements de protestation indigènes. Trois de ces individus furent donc assignés à résidence à Inhambane, petite ville portuaire de la côte mozambicaine. Le fonctionnaire qui rédigea le document n^o 35 (non daté, mais certainement de la fin septembre 1945) suggéra leur internement dans un « camp spécial »

(baptisé en langage de l'époque « camp de concentration » (*campo de concentração*), mais cet avis ne fut pas suivi. Cela étant, un camp d'internement avait déjà été installé à Malange, dans le Nord de l'Angola, en janvier 1941 (doc. du 9 janvier 1941).

Les mesures de rétorsion à l'encontre de ce groupe d'Italiens et de l'Allemand Winkler s'expliquent par la pression exercée par l'ambassade britannique sur le gouverneur de la colonie à Lourenço Marques, la capitale du Mozambique, au nom des « intérêts anglo-portugais » (doc. n° 37) ; la recomposition des services d'espionnage du Reich qui jouissaient de sympathies et d'appuis plus ou moins discrets dans les milieux conservateurs de la RSA voisine (doc. n° 37 déjà mentionné, daté du 23 juillet 1945) jouèrent également un rôle dans les décisions du gouvernement portugais. Néanmoins, la pression britannique reposa sur une autre crainte : celle du développement d'une cinquième colonne germano-italienne au Mozambique, au moment où la poursuite des hostilités était encore à craindre, sous forme d'un déplacement des opérations militaires du théâtre européen et nord-africain vers l'océan Indien (doc. n° 37 également). De l'analyse de ces documents ressort aussi clairement que la police coloniale mozambicaine (avec des attributions distinctes de la PVDE), en totale contradiction avec les autorités de Lisbonne, ne croyait visiblement pas au danger que ces individus représentaient (doc. n° 34). Elle proposait de les surveiller seulement et les qualifie dans leurs courriers internes de « réfugiés ». Apparemment paradoxales, de telles propositions demeurent compréhensibles si l'on garde à l'esprit le manque de moyens de la police coloniale et de l'administration portugaise chargées de la procédure des expulsions. On apprend en effet (doc. n° 36) que le transport des ressortissants italiens (prévu pour août 1945) se fit au compte-gouttes, à bord du navire *Angola*, les administrations se renvoyant mutuellement la prise en charge des frais de transport des « réfugiés ». A été ainsi étudié, parmi d'autres pièces versées au dossier, le mémorandum du 14 juillet 1945, adressé par l'ambassade britannique à Lisbonne à Marcelo Mathias, directeur général des affaires politiques et de l'administration interne du ministère des Affaires étrangères (plus tard ministre des Affaires étrangères de Salazar), comportant la liste des ressortissants allemands et italiens à expulser, « en dépit du fait que certains d'entre eux n'étaient pas considérés comme étant dangereux par les autorités locales » (doc. n° 39).

La documentation de la série « Espionnage allemand au Portugal et dans les colonies » (*subcapilha « Espionagem alemã em Portugal e colonias »*) jette un tout autre éclairage sur ces groupes. Alvis Mülner, réparateur de pianos résidant au Mozambique, qui glanait ses informations sur le trafic maritime dans le port de Lourenço Marques, et dont le réseau, avec plusieurs ramifications, s'étendait jusqu'à la RSA, était un agent hitlérien confirmé. Toutefois, l'expulsion de Mülner fut reportée par l'administration portugaise, de crainte des protestations du consulat d'Allemagne au Mozambique et de la légation allemande à Lisbonne. Dans un premier temps, Mülner se vit proposer la délivrance d'un sauf-conduit (courrier dirigé au secrétaire du ministère des Affaires étrangères du 27 février 1944, doc. n° 40).

C'est le rapport secret du 18 août 1944, adressé au ministre des Colonies (doc. n°s 342-343 conservé dans la *subcapilha II-Moçambique-A*), qui permet de reconstituer au mieux les activités du réseau. Ce rapport est complété d'une note confidentielle de l'ambassade britannique (doc. n°s 350-351) et d'une liste de noms émanant

des services de la police du Mozambique, (doc. n^{os} 354-357). Le chef du réseau était Liutpold Werz, un Allemand de 37 ans, arrivé au Mozambique en septembre 1939, en provenance de la RSA, où il avait accompagné la délégation diplomatique allemande. Nommé ensuite vice-consul d'Allemagne à Lourenço Marques, il y résidait, en compagnie d'une femme portugaise dont la mère avait déjà travaillé pour l'espionnage hitlérien en 1938. Le réseau était composé, outre le consul Paul Trompke et le secrétaire Justus Leindberg, d'environ quatorze membres, tous de nationalité allemande, à l'exception d'un Allemand naturalisé portugais. Le statut social et professionnel des agents était assez hétérogène et leurs activités d'espionnage (surveillance des mouvements des navires alliés, organisation des réseaux d'appui à la fuite des prisonniers allemands en RSA principalement) se déployaient dans plusieurs régions du Mozambique, notamment à Lourenço Marques et dans les régions de Quelimane, Mozambique, Porto Amélia et Tete.

À l'instar de son homologue du Mozambique, le gouverneur-général de l'Angola fut également confronté aux activités de la « cinquième colonne » de l'espionnage hitlérien dans sa colonie. En juillet 1940, la délégation portugaise à Pretoria attirait déjà l'attention sur les activités, en Angola, de l'Allemand Otto Kiesker. Cependant, le problème principal résidait dans les réfugiés allemands rapatriés de la RSA et surtout du Namibe en 1940 : au nombre de six cent, ces hommes avaient traversé la frontière angolaise et avaient gardé leurs armes (des pistolets Mauser) [doc. n^o 312, du 1^{er} juillet 1940]. Dispersés à travers l'immense territoire, mal quadrillé, ils étaient difficilement repérables et la police coloniale n'avait pas les moyens de les surveiller. D'ailleurs, en mai 1940, les autorités portugaises de l'Angola s'inquiétaient déjà des agissements des réfugiés allemands. Elles craignaient une opération militaire, non seulement en Angola mais aussi au Congo belge (doc. n^o 313 du 31 mai 1940). Ces inquiétudes font l'objet d'une note du ministre de Belgique, datée du 27 mai 1940. Elle est adressée en ces termes au gouvernement portugais : « Le gouvernement belge serait également reconnaissant au gouvernement portugais de vouloir prendre les dispositions nécessaires pour rendre impossible la préparation éventuelle d'actions militaires de ce genre dans l'Angola, et, à cet effet, de faire surveiller discrètement les étrangers en question » (doc. n^o 318).

L'opération militaire n'a pas eu lieu en 1940, mais les Allemands ont renforcé efficacement leurs réseaux d'espionnage entre 1941 et 1943. Transmise à Lisbonne, une liste d'agents, datée du 30 novembre 1943, fait état des noms d'Hans Otto Klein, Emil Riele, Ekkehard Zander, Christian Ernest Herman Milewski, Werner Gersteroph, Arnold Brok et Karl Edmund Dieken (doc. n^o 64). Les cinq premiers étaient des spécialistes du renseignement. Les trois derniers assuraient les fonctions de courriers du réseau. La représentation officielle des entreprises allemandes installées en Angola (la *Casa alemã Oermann Brock et C^o* et la *M. G. Lange*) servait de couverture à leurs activités. Lackner (dont le nom ne figure pas dans la liste du 30 novembre), Klein, Riele, Zander et Milewski furent arrêtés à Luanda. Cependant, de peur d'exaspérer la légation allemande à Lisbonne (doc. n^o 72), le gouverneur-général de l'Angola opta également pour leur expulsion vers l'Europe. Cela n'empêcha pas la légation allemande auprès du ministère des Affaires étrangères, à Lisbonne, de protester énergiquement contre les arrestations et de s'empresse de réclamer des mesures en vue « d'adoucir

les conditions de détention de ces agents » (doc. n° 67, daté du 4 octobre 1943). La liste (en allemand) transmise par les autorités consulaires allemandes en Angola aux services de Lisbonne après réception des noms des ressortissants incriminés (Lackner, Klein, Riele, Zander et Milewski), figure également dans le document n° 70 de la liasse (en date du 4 octobre 1943).

Finalement, le rapport du 9 juillet 1943 émis par la PVDE, adressé au ministre des Colonies par suggestion de Salazar, a permis de compléter nos connaissances sur les membres de cette filière. En effet, on apprend que des espions allemands, arrêtés à Lisbonne, avaient livré la localisation des cellules actives en Angola. Celles-ci étaient principalement implantées à Luanda et à Lobito, le deuxième grand port de la colonie. Le rapport du 9 juillet 1943 livre également les pseudonymes portugais employés par certains membres du réseau et leur profession (Franz Lackner, Hans Klein, Emille Riele). Il mentionne aussi trois agents portugais travaillant pour les Allemands : Hipólito José de Mello (employé du chemin de fer de Benguela résident à Lobito), Candido Lacome Raposo, Amadeu Cristelo et Tomé da Silva (ce dernier résidant à Lobito également). Les agents transmettaient surtout des informations relatives au trafic maritime et aux mouvements des troupes françaises au Congo belge.

La conférence du 24 mars 2014 a été consacrée à la présentation du livre de Monsieur Pedro Cantinho Pereira, docteur en histoire contemporaine de l'université Paris-I–Panthéon-Sorbonne (2002)¹, professeur à l'Instituto Teixeira Gomes de l'université Lusófona de Portimão, Portugal, intitulé *A Sombra da Guerra. A História de Paul Freundlich* (Lisbonne, Chiado Editora, 2013, 203 p.). Ce témoignage d'un soldat allemand « sans qualités », pendant la seconde guerre mondiale, a donné à l'auditoire l'occasion de dialoguer avec l'auteur de l'ouvrage, de questionner la méthodologie de la conservation des archives orales et de l'écriture des récits de guerre.

Nous avons remercié, en fin d'année, Monsieur Manuel Alberto Vicente, actuellement chercheur associé au Centro de História d'Aquém e d'Além-Mar de l'université nouvelle de Lisbonne (CHAM), ancien étudiant à l'EPHE où il a soutenu en décembre 2008 sa thèse de doctorat sous la direction du maître de conférences habilité, d'avoir poursuivi sa collaboration avec le séminaire, en digitalisant et en nous transmettant une partie des documents étudiés.

1. Thèse éditée sous le titre *Portugal e o Início da Construção Europeia, 1974-1953*, Lisboa : Ministério dos Negócios Estrangeiros, Instituto Diplomático, 2006, 827 p.